

PRINCIPALES PROPOSITIONS OUTRE-MER AUX LÉGISLATIVES 2024

Catégories	Nouveau Front Populaire	Ensemble	Les Républicains	Rassemblement National
Outre-mer Institution	Organiser un congrès des territoires éloignés pour un plan d'action partagé sur l'égalité et l'autonomie des Outre-mer, basé sur les revendications et les "plans pays", avec un plan quinquennal d'investissement	Présentation d'un projet de loi pour Mayotte en août afin de lutter plus efficacement contre l'immigration irrégulière et l'insécurité, faire converger les droits sociaux et donner à Mayotte les moyens de son développement	Mettre à l'ordre du jour une loi de programmation en faveur du rattrapage économique et social de Mayotte	Mettre en place un ministère d'État pour les Outre-mer
	Renoncer à la réforme constitutionnelle en Nouvelle-Calédonie	Les discussions sur l'avenir institutionnel en Nouvelle-Calédonie doivent se poursuivre afin de parvenir à un accord, traduit par la suite dans un projet de loi constitutionnelle à soumettre au Parlement	Créer un ministère des Outre-mer de plein exercice	Prévoir un nouveau référendum sur l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie dans 40 ans
			Proposer une loi annuelle dédiée aux Outre-Mer pour répondre aux besoins prioritaires des territoires	
	Privilégier les ultramarins pour les postes à responsabilité et faciliter le retour des fonctionnaires d'État		Abolir le droit du sol à Mayotte et renforcer les moyens d'interception en mer pour lutter contre l'immigration clandestine	Supprimer le droit du sol à Mayotte
	Cesser de faire de Mayotte un territoire de seconde zone de la République. Étendre l'aide médicale d'État, aligner les niveaux du RSA et du SMIC sur le reste du pays et scolariser systématiquement tous les enfants		Évoluer vers une autonomie de la Nouvelle-Calédonie au sein de la République française	Relancer le dialogue sur l'évolution du dégel du corps électoral en Nouvelle-Calédonie
	Prendre systématiquement en compte les Outre-mer dans chaque texte législatif		Renforcer le pouvoir de dérogation des préfets	
	Améliorer les conditions d'accueil des exilés à Mayotte et supprimer les conditions empêchant le déplacement entre Mayotte et le reste du territoire			
			Mettre en place un programme de rénovation des CFA	

Outre-mer Jeunesse	Favoriser l'enseignement des langues régionales en Outre-mer	Renforcer les moyens alloués par les collectivités régionales à la formation professionnelle en finançant les plans d'investissement dans les compétences	Créer un volontariat ultramarin à l'image du VIE/VIA. Élargir temporairement le Contrat unique d'Insertion pour renforcer la coopération régionale	
		Lutter contre l'illettrisme		
		Poursuivre l'aide à la continuité territoriale, afin d'améliorer l'accompagnement de la mobilité des étudiants		
		Développer les dispositifs d'accompagnement individualisé des personnes éloignées de l'emploi		
Outre-mer Infrastructure	Lancer un plan de rattrapage pour le désenclavement routier et ferroviaire en Guyane	Relancer l'économie Néo-Calédonienne : - Fonds de solidarité nationale financé et is enoeuvre par l'état au profit des TPE et PME - Prise en charge par l'État, à 50%, des coûts liés aux dispositifs d'activité partielle pendant 3 mois - Octroyer des prêts et des avances remboursables au gouvernement de la Nouvelle-Calédonie		
	À Mayotte, en Guadeloupe et en Martinique, s'engager fortement sur les problèmes d'eau et d'assainissement, comme à Marseille avec l'Opération d'intérêt national			
	Réglementer les tarifs de desserte aérienne			
Outre-mer Sanitaire	Créer un fonds d'indemnisation pour les victimes du chlordécone et des sargasses et investir dans la dépollution et la décontamination des sols et des eaux			
	Mettre en place un taux maximal de sucre dans les aliments transformés			
	Organiser la distribution de bouteilles d'eau et plafonner le prix de l'eau partout où le service d'eau potable est défaillant via modification du plan ORSEC-eau, et mettre en place de grands travaux de rénovation des canalisations			

Outre-mer Sécurité	Elaborer un plan d'urgence pour Mayotte, avec les élus mahorais, au vu de la situation sécuritaire et sanitaire			Exercer une pression maximale sur le gouvernement comorien pour qu'il reprenne ses ressortissants sous OQTF à Mayotte
Outre-mer Économie	Agir sur le SMIC, les minima sociaux, les prix des produits alimentaires essentiels et les tarifs de l'énergie		Proposer une loi-programme pour le développement économique des Outre-mer	Proposer une loi de programmation pour l'Outre-mer
	Lutter contre les situations de monopole dans les Outre-mer		Lutter contre les délais de paiement excessifs des collectivités locales et des hôpitaux	Mettre en place des mesures fortes pour le développement agricole et foncier
			Instaurer une clause de préférence locale dans les marchés publics, intégrant une part minimale réservée aux TPE	Mettre en valeur de manière raisonnée des richesses minérales
			Promouvoir la diversification économique en Nouvelle Calédonie pour réduire la dépendance excessive au nickel	Créer une Agence pour les investissements prioritaires en Outre-Mer
Outre-mer Fiscalité		Soutenir les dispositifs dits LODEOM	Continuer et renforcer les dispositifs d'incitation fiscale à l'investissement en Outre-mer	Réformer l'octroi de mer : application du droit commun et le financement des collectivités par la dotation globale de fonctionnement comme partout ailleurs en France, et faire en sorte que la taxe ne s'applique plus que sur les produits extra européens ou concurrençant la production locale
		Ajuster les régimes d'exonération en concertation avec les représentants du monde économique		
		Prolonger les mesures d'incitation fiscale jusqu'en 2029		
		Faire évoluer les dispositifs d'aide fiscale pour soutenir la création d'emploi et accélérer la transition environnementale		
		Réformer l'octroi de mer pour en faire un outil de création d'emplois, de lutte contre la vie chère tout en préservant les recettes des collectivités locales		
		Elargir les aides fiscales à la réhabilitation des friches pour les activités hôtelières ou industrielles		
			Construire, réhabiliter, et lutter contre l'habitat indigne	Relancer une politique ambitieuse de défiscalisation et d'exonération de charges entrepreneuriales, vouées à la création d'emplois et à la construction de logements, la recherche d'un mix énergétique compétitif correspondant aux besoins de chaque territoire

Outre-mer Logement		Produire ou réhabiliter 10000 logements sociaux dans les DROM en 2026	Mise en place d'un grand plan logement	
			Tranférer la ligne budgétaire unique (LBU) de l'État à chacune des collectivités	